

1. BILAN DU GOUVERNEMENT ALAIN JUPPÉ 1995-1997
2. AGENDA DU NOUVEAU PREMIER MINISTRE LIONEL JOSPIN

1.

17-5-1995 tout de suite: l'affaire de l'appartement que Juppé louait à la Ville de Paris

Trois moments-clés:

15-11-1995 Juppé annonce une réforme de la Sécurité Sociale et du système de retraites des agents de l'Etat (voir: "Juppé 1995") >> le gouvernement finira par reculer sur les régimes de retraite.

23-8-1996 La police évacue des étrangers "sans-papiers" qui occupaient l'église Saint-Bernard à Paris. Le 22 février, manifestations massives à Paris contre le projet de loi sur l'immigration de Jean-Louis Debré.

11-3-1997 Les internes découvrent que la réforme de la Sécurité va pénaliser ceux qui veulent ouvrir un cabinet privé >>> concessions du gouvernement après trois semaines de grève dans les CHU.

Des réformes partielles, sous le signe de la rigueur:

- Relance d'une politique arabe
- Une diplomatie impuissante au Zaïre
- Paris donne l'exemple en Bosnie
- La "fracture sociale" s'est accentuée
- L'immigration à la manière répressive
- La Cour d'Assises et la détention provisoire modifiées
- Réorganisation des premiers cycles universitaires
- Une hausse fiscale sans précédent
- Ebauche d'une "révolution" dans la défense
- Privatisation d'Usinor, des AGF et de Pechiney
- Une action culturelle "homéopathique": quelques ateliers dans des quartiers défavorisés; soutien à Gérard Paquet, directeur du Festival de Châteauvallon (menacé de disparition par la pression du FN)

Des ministres sous tutelle:

- Les principales réformes ont été élaborées à Matignon ou à l'Élysée

Un record d'impopularité pour le Premier ministre et le Président de la République:
début: 63 % pour Chirac, 59 % pour Juppé
fin: 39 % pour Chirac, 29 % pour Juppé

2.

a- SALAIRES ET EMPLOI:

tenir les promesses électorales (700 000 emplois dans la législature); le calendrier n'impose à la nouvelle équipe gouvernementale qu'un ajustement du SMIC au 1er juillet 1997

b- L'EUROPE:

les dossiers européens sont parmi les plus urgents (un pacte pour la croissance de l'emploi entre les Quinze; l'euro)

c- COLLECTIF BUDGETAIRE ET PROJET DE LOI DE FINANCES 1998:

Jospin fera d'abord réaliser un "audit des FINANCES publiques"

d- SECURITE SOCIALE:

la loi lui fait obligation de réunir la commission des comptes de la Sécurité dans le courant de juin

e- FRANCE-TELECOM ET THOMSON:

le PS (=Parti Socialiste) fait savoir qu'il consultera les salariés de l'opérateur public (=France-Télécom); quant à Thomson, pas de privatisation envisagée